



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm  
N°84 – Semaine du 4 Novembre 2024

### LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Les demandes de brevets des pays nordiques déposées  
auprès de l'Office européen des brevets en 2023 sont au nombre de :

# 10 768

soit **12,5%** des demandes déposées par des pays européens.

Respectivement 5 139 pour la Suède, 2 596 pour le Danemark, 2 336 pour la Finlande et 697 pour la Norvège. Le chiffre n'est pas disponible pour l'Islande.  
Les demandes sont au nombre de 10 814 pour la France.

## Pays nordiques

Les pays de la Coopération énergétique des mers du Nord (NSEC) adressent des recommandations à la nouvelle Commission européenne pour le déploiement de l'éolien offshore. Lors du sommet de l'alliance, qui s'est tenu le 24 octobre à Odense, les huit pays membres (dont le Danemark, la Norvège et la France) ont signé une déclaration conjointe appelant à renforcer la compétitivité européenne dans le domaine de l'éolien offshore, via un meilleur financement et davantage de transparence et de simplification. Parmi les propositions figure la création d'un nouveau modèle de financement pour les projets transfrontaliers, permettant de mieux répartir les coûts afin d'éviter qu'ils ne se concentrent exclusivement sur les pays constructeurs. Ces recommandations s'inscrivent dans la continuité de la déclaration d'Ostende de 2023, dans laquelle les pays avaient fixé l'ambition commune d'atteindre 120 GW d'énergie éolienne en mer du Nord d'ici 2030 et 300 GW à horizon 2050.

L'image de marque des pays nordiques dans le monde reste bonne ; la Suède figure comme la France dans le top 10. Selon le dernier classement « nations branding » réalisé par Anholt-IPSOS, mesurant l'image de marque de 50 pays ciblés en s'appuyant sur un panel de 40 000 personnes, les pays nordiques bénéficient globalement d'une image de marque positive sur des valeurs reconnues constituant la base d'une identité commune. Une société ouverte, créative, et inclusive, une gouvernance publique efficiente, cohérente et transparente et enfin une forte exposition et contribution à l'international (aide publique au développement élevée, échanges commerciaux importants...) constituent la base de l'identité commune. Dans le dernier classement pour 2024, on trouve la Suède en 8<sup>e</sup> place (10 en 2023), la Norvège en 12<sup>e</sup> (12), la Finlande en 16<sup>e</sup> (15) et l'Islande en 21<sup>e</sup> (22). Le Danemark ne figure pas parmi les pays étudiés en 2024. La France occupe le 10<sup>e</sup> rang (8).

# Danemark

## **Le gouvernement a annoncé la création de cinq nouveaux parcs industriels.**

Ce plan vise à accélérer l'implantation d'entreprises manufacturières nationales et internationales, face à une concurrence mondiale accrue pour les investissements verts et les technologies. Les municipalités candidates seront sélectionnées selon leur capacité à faciliter l'implantation rapide de nouvelles sociétés de production, ainsi que leur accès aux infrastructures essentielles (eau, électricité, transport). Un guichet unique sera mis en place pour centraliser et faciliter la coordination des permis nécessaires. 102,4 M DKK (13,7 M€) devraient être alloués à cette initiative sur la période 2024-2027, financée dans le cadre du programme de développement rural et de la future stratégie nationale pour les sciences de la vie.

## **Le Danemark lance son supercalculateur d'IA « Gefion », parmi les plus puissants au monde.**

Ce supercalculateur est hébergé par le *Danish Centre for AI Innovation*, résultant d'un partenariat public-privé impliquant le Fonds d'exportation et d'investissement du Danemark, EIFO, la fondation Novo Nordisk et le leader américain des puces électroniques, NVIDIA. La société française Eviden, entreprise du groupe Atos, a assuré la livraison, l'installation et la configuration de Gefion et sera également responsable de la maintenance et de l'assistance technique. Le projet vise à accélérer la recherche et l'innovation dans divers domaines tels que la santé, les sciences de la vie et la transition écologique. Des chercheurs des secteurs public et privé pourront solliciter un accès à la puissance de calcul de Gefion. Au cours de la première phase, six équipes de recherche, incluant des projets de l'Université technique du Danemark (DTU) et de l'Institut danois de météorologie (DMI), seront autorisées à utiliser cette technologie avancée.

## **Sept projets danois de décarbonation ont été sélectionnés pour bénéficier d'un financement du Fonds pour l'innovation européen (European Innovation Fund).**

Les projets danois recevront une aide totale de 464 M€, soit près de 10% des 4,8 Mds€ distribués aux 85

lauréats européens retenus. Les projets danois se répartissent en quatre catégories : 2 projets à grande échelle, 1 projet de taille moyenne, 2 projets *manufacturing* et 2 projets pilotes. L'un des grands projets, ACCSION, porté par les groupes Air Liquide et Aalborg Portland (filiale de Cementir Holding), vise à capter et stocker du carbone émis à la cimenterie d'Aalborg et devrait bénéficier d'un soutien de 220 M€. L'autre projet à grande échelle, GreenWave, est un projet de production d'e-méthanol de *European Energy*. Le reste des projets concernent les entreprises Ineos E&P, Siemens Gamesa (2 projets), HydrogenPro et Vestas. Ensemble, les sept projets permettraient d'éliminer plus de 33 millions de tonnes de CO2 sur 10 ans.

## **Pour la troisième année consécutive, le Danemark a enregistré un nombre record de « gazelles ».**

Le classement de Børsen dénombre 3 011 gazelles en 2024, réparties entre le Danemark, le Groenland et les îles Féroé, contre 2 781 l'année précédente. Cette croissance est particulièrement marquée dans la région de la capitale, *Hovedstaden*, avec une augmentation de 22,3 %, et dans la région de Sjælland, avec une augmentation de 16,7 %. En 2023, ces entreprises ont généré un bénéfice brut de 20,8 Mds DKK (2,8 Mds€) en 2023. Par ailleurs, 57 % des entreprises désignées comme gazelles cette année figurent pour la première fois dans le classement. Pour rappel, les gazelles sont des entreprises jeunes à forte croissance.

## **Novo Nordisk est l'employeur le plus attractif pour les Danois diplômés d'école de commerce.**

Le géant pharmaceutique dépasse pour la première fois depuis deux ans LEGO dans ce classement annuel réalisé par Universum. LEGO se retrouve ainsi en deuxième place, suivi par A.P. Møller-Mærsk, Carlsberg, Google, Bestseller, Arla, Deloitte, Microsoft et Vestas dans le top 10. Novo Nordisk enregistre une progression de 6 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, soit la plus forte augmentation annuelle depuis les 25 ans d'existence de cette étude. De manière générale, les grandes entreprises danoises se distinguent

par une nette progression dans le classement, reflétant « *une préférence croissante pour la culture scandinave, en particulier la culture danoise* », selon Universum.

**SAS annonce l'ouverture d'une nouvelle ligne aérienne directe entre Nuuk et Copenhague en juin 2025.** Après 16 ans d'absence au Groenland, la compagnie prévoit de proposer des vols réguliers (3 fois par semaine) vers la destination arctique durant la saison estivale. La nouvelle liaison fera suite à l'ouverture de l'aéroport international de Nuuk, qui devrait être inauguré en novembre cette année. Selon le PDG de SAS, Anko van der Werff, « *la nouvelle ligne répond à une demande croissante de voyages d'aventure, tout en renforçant la position de Copenhague en tant que centre pour les liaisons avec la Scandinavie dans le monde*

*entier* ». La nouvelle ligne aérienne doit encore être approuvée par les autorités.

**Délocalisation de la production de lait infantile du géant nordique Arla Foods du Danemark vers la France.** L'une des premières coopératives laitières de l'UE, le dano-suédois ARLA Food (résultat de la fusion du suédois Arla et du danois MD Foods en 2010, dont le siège est à Åhus, DK), vient de signer un partenariat avec Nutribio, filiale du groupe français Sodiaal, pour lui confier la fabrication de ses laits infantiles bio et conventionnels. Arla Foods, concurrent direct du français Lactalis (1er groupe laitier mondial), fermera sa production de lait maternisé au Danemark pour la délocaliser en France. Au total, 170 emplois seront supprimés au Danemark.

# Finlande

## **La population de la Finlande croîtra si la tendance de l'immigration nette se maintient à son niveau actuel.**

Selon *Statistics Finland*, la population passera de 5,6 millions aujourd'hui à 6 millions en 2040 si l'immigration nette se maintient à 40 000 personnes par an. La Finlande a enregistré une immigration nette record de 34 000 personnes en 2022 et 58 000 en 2023. Malgré l'immigration nette, le ratio de dépendance continuerait de croître. Si le taux de naissances se maintient à son niveau actuel, la Finlande comptera 700 000 personnes de moins de 15 ans en 2070.

## **L'immigration de travail est majoritairement asiatique.**

Selon l'Office finlandais de l'immigration, sur les 12 derniers mois, les quatre principaux pays d'origine des nouveaux titulaires d'un permis de séjour lié au travail sont asiatiques. Il s'agit des Philippines (2 170 permis accordés), de la Thaïlande (1 450), de l'Inde (1 040) et de la Chine (850). Ces pays représentent à eux seuls plus de 40 % des permis accordés. Le cinquième pays est la Russie (840 permis).

## **Les dépenses de R&D représentent 3,1 % du PIB en 2023.**

Selon *Statistics Finland*, elles ont progressé de 1 pp (+2,3%) par rapport à 2022, pour s'établir à 8,4 Mds€. La hausse repose à titre principal sur la dépense publique, dont l'Etat (+5,1 %) et les établissements d'enseignement supérieur (+3,2 %). La modestie de la progression de la dépense privée (+1,7 %) s'explique par la faiblesse de la conjoncture, mais les entreprises représentent toujours plus des deux tiers du total des dépenses de R&D. Le gouvernement vise la cible de 4 % du PIB en dépenses de R&D en Finlande d'ici 2030, dont 1,2 % du PIB en dépenses publiques de R&D et 2,8% du PIB venant du secteur privé.

## **Le tourisme en Finlande montre des signes positifs en 2024.**

Le nombre de passagers dans les aéroports a progressé de 7,4 % entre l'été 2023 et l'été 2024 (période de mai à août), passant de 6,3 millions à 6,7 millions, selon *Statistics Finland*. Le nombre de séjours de loisir des personnes résidant en Finlande a augmenté de 9,7 à 10,8 millions (+11,6 %). Le nombre de voyages de

loisir à l'étranger des résidents en Finlande s'est maintenu à 2,5 millions, mais la part des pays nordiques et de l'Estonie a progressé, avec 1,6 million de séjours.

## **S&P maintient la note de la Finlande inchangée à AA+.**

L'agence de notation maintient la perspective de la dette à long terme de la Finlande à « stable ». S&P prévoit une croissance du PIB de -0,4 % en 2024, et un déficit public de 3,6 %, du fait des dépenses d'intérêt, sociales et de défense. Elle estime que le déficit pourrait être ramené à 2 % du PIB d'ici 2027. La note du pays pourrait être dégradée si la croissance effective dans les deux prochaines années se révélait plus faible que les prévisions (en moyenne 1,2 % par an sur la période 2025-2027). Récemment, *Fitch* a rendu un avis similaire en maintenant la note de la Finlande à AA+, tout en dégradant la perspective de notation de « stable » à « négative ».

## **La Finlande et la Chine concluent plusieurs protocoles d'accord.**

Plusieurs protocoles d'accord sur des sujets économiques ont été signés le 29 octobre, en marge de la visite d'Etat à Pékin du Président Alexander Stubb. Le ministre de l'Environnement, Kai Mykkänen, a signé deux protocoles d'accord, relatifs à la coopération environnementale et à l'économie circulaire. La ministre de l'Agriculture et des Forêts, Sari Essayah, a signé cinq protocoles d'accord visant notamment à accroître les exportations agroalimentaires vers la Chine, en particulier celles de viande de volaille et d'aliments pour animaux.

## **La Finlande saisit des actifs de l'Etat russe.**

L'Autorité nationale d'exécution a gelé plusieurs actifs immobiliers appartenant à l'Etat russe, dont le Centre des sciences et de la culture de Russie à Helsinki, d'une superficie de 3 326 m<sup>2</sup>, et un terrain de 17 hectares à proximité de la base navale d'Upinniemi. Cette action a été autorisée par un tribunal finlandais, qui a fait droit à la demande de *Naftogaz*, société pétrolière et gazière ukrainienne. Celle-ci bénéficie d'une sentence arbitrale de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, du 12 avril 2023, enjoignant la Russie à lui verser plus de

5 Mds USD du fait de la nationalisation de ses avoirs après l'annexion de la Crimée en 2014. La Russie n'ayant pas versé d'indemnisation, *Naftogaz* s'emploie à obtenir des mesures à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

### **Vague de plans sociaux dans les entreprises.**

En septembre et octobre, de nombreuses entreprises ont annoncé des plans de licenciements, dont les groupes forestiers *UPM* et *Metsä Group*, la société chimique *Kemira*, le constructeur d'engins agricoles *Valtra*, l'équipementier *Valmet*, le fabricant d'acier *Ovako*, le fournisseur de meubles *Indoor*, le groupe de maisons de retraites *Attendo*, le groupe d'aires de jeux *Leo's & HopLop*, et les filiales de la société pharmaceutique *Bayer* et du groupe de télécommunications *Telia*. Au total, plusieurs milliers d'emplois sont concernés. Le taux de chômage est passé de 7,5 % en août à 8,1 % en septembre. En octobre, la Banque de Finlande a dégradé ses prévisions de chômage de 8,1 % à 8,3 % pour l'année 2024, et de 7,8 % à 8,1 % pour l'année 2025.

### **Quatre projets verts en Finlande reçoivent un total de 260 M€ du Fonds pour l'innovation de l'UE.**

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie européenne de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et d'accélération de la transition énergétique. Les bénéficiaires sont *Metsä Group*, pour un projet de fibre destinée à remplacer les emballages plastiques, la filiale du groupe chimique belge *Solvay* pour la production de peroxyde d'hydrogène à partir d'alternatives au gaz, *FREYR Battery* pour une usine de matériaux pour batteries, et *Nordic Ren-Gas* pour la production de carburants de synthèse à base d'hydrogène.

# Islande

## Ralentissement de l'inflation.

Selon les chiffres publiés le 30 octobre par *Statistics Iceland*, l'inflation a diminué de 0,3% d'un mois sur l'autre, et s'est établit à 5% pour le mois d'octobre 2024. Corrigée de la composante logement qui tire ce chiffre vers le haut, l'inflation est estimée à 2,8% et se rapproche donc progressivement de l'objectif de stabilité des prix de 2,5% d'inflation poursuivi par la Banque centrale.

## Réouverture au public de la ville de Grindavík.

La municipalité de Grindavík est à nouveau accessible au public depuis le 21 octobre. La ville avait été évacuée en novembre 2023 du fait de l'activité sismique et volcanique de la série de cratères de Sundhnúkur. Longtemps inaccessible à tous, la ville a été progressivement rouverte à ses riverains et opérateurs économiques, sous réserve que ceux-ci respectent les consignes de sécurité et d'évacuation d'urgence de la ville lors des nouveaux épisodes sismiques et volcaniques. Désormais réouverte, la ville reste déconseillée aux enfants et aux touristes, en raison des risques d'instabilité du sol et des bâtiments. 32 foyers sont à nouveau habités au sein de la municipalité.

## Projet de loi permettant aux opérateurs économiques de Grindavík de bénéficier de prêts à conditions préférentielles.

Le ministre des Finances et de l'Economie islandais a présenté le 22 octobre au Parlement un projet de loi permettant que des prêts à conditions préférentielles puissent être accordés aux entreprises de Grindavík. Ces prêts d'un montant maximal

de 49 millions ISK (328 000 €) sur une durée de 6 ans au plus seraient accordés par des banques privées mais garantis à 90% par l'Etat et conclus à un taux identique à celui de la Banque centrale. La mesure vise à permettre aux entreprises de la municipalité dont les activités ont été significativement atteintes par la fermeture de la ville depuis un an de couvrir certains de leurs coûts de fonctionnement ou de relocaliser leurs activités ailleurs en Islande.

## Réduction du déficit commercial islandais au mois de septembre.

Le déficit commercial était de 24,8 Mds ISK (167 M€) au mois de septembre 2024, soit une réduction de 32% par rapport au mois d'août 2024, où le déficit commercial islandais était de 37 Mds ISK (249 M€).

## Tensions sur le marché de l'électricité.

*Landsvirkjun*, la compagnie nationale d'électricité islandaise, a annoncé le 23 octobre devoir augmenter le niveau des restrictions qu'elle applique déjà aux consommateurs industriels les plus énergivores dans le nord, l'est et le sud-ouest du pays. Ces restrictions, qui devraient se poursuivre au moins jusqu'au printemps prochain, s'appliquent principalement aux fonderies métalliques et aux usines agroalimentaires. Le niveau de la demande en électricité excède celui des capacités de production en raison du manque d'approvisionnement en eau de certains barrages. *Landsnet*, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité national, prévoit que ces tensions durent au moins jusqu'à horizon 2030, avec des coupures qui pourraient toucher même les usagers prioritaires dès cet hiver.

# Norvège

## Résultats favorables du Fonds souverain au troisième trimestre.

Au troisième trimestre, les rendements du Fonds souverain ont atteint +4,5% (+33 Mds€), soutenus par la dynamique du marché des actions, qui représente 70% du portefeuille. La valeur totale du fonds atteint 19 250 Mds NOK, soit environ 1 623 Mds€.

## Baisse importante des revenus des agriculteurs en 2023.

Une enquête menée auprès de 239 exploitations agricoles fait état d'une forte baisse des revenus des agriculteurs pour l'année 2023. Leurs revenus nets s'élevaient en moyenne à 40 800 € pour cette année, soit une baisse de 14% par rapport à 2022. En parallèle, les dépenses liées aux remboursements de prêts ont largement augmenté, passant de 9 500 € à 15 900 € en raison de la hausse des taux d'intérêts.

## Nouvelle visite ministérielle aux Etats-Unis.

Cecilie Myrseth, ministre du commerce et de l'industrie, a effectué une visite aux États-Unis du 21 au 23 octobre pour promouvoir les investissements directs bilatéraux, notamment dans l'extraction et le traitement des minéraux et métaux en Norvège. Lors de cette visite, les deux pays ont signé un accord le 30 octobre pour renforcer leur coopération dans le secteur minier. La ministre a également manifesté un intérêt pour le marché américain de la défense en visitant la foire de l'industrie de la défense AUSA, qui a vu la participation de plus de 20 entreprises norvégiennes.

## Conclusion d'un accord pour la pêche au maquereau avec l'UE.

La Norvège, l'UE, les îles Féroé, le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni ont tenu des négociations sur le maquereau à Londres les 21 et 22 octobre. Les parties ont convenu d'un total admissible des captures (TAC) de 576 958 tonnes, une quantité conforme à l'avis scientifique du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM). Il s'agit d'une réduction de 22 % par rapport au quota total pour 2024. Des négociations se tiendront en décembre pour déterminer la répartition de ces TAC entre chaque partie.

## Négociation des quotas de pêches annuels entre la Norvège et la Russie.

Les autorités norvégiennes et russes ont entamé le 21 octobre leurs négociations annuelles sur les quotas de pêche dans la mer de Barents pour 2025, au sein de la commission mixte des pêches. Ces discussions visent à établir les quotas totaux pour diverses espèces, notamment la morue, l'aiglefin, le capelan, le sébaste à bec et le flétan du Groenland. Avant ces négociations, des scientifiques marins avaient émis des recommandations concernant les quotas pour les espèces gérées comme des stocks communs, appelant notamment au quota zéro pour le capelan en 2025.

## Report des exigences sur le zéro émissions dans le trafic maritime.

En 2023, le gouvernement Støre avait envisagé d'imposer un objectif de zéro émission pour les ferrys rapides le long de la côte norvégienne dès 2025. Cependant, l'exécutif a décidé de reporter ce projet, en tenant compte des obstacles techniques et financiers auxquels les compagnies font face. Cette décision a été critiquée par les ONG environnementales.

## Projet de liaison ferroviaire avec la Finlande.

A l'occasion de la visite du Président finlandais en Norvège la semaine dernière, Oslo et Helsinki ont réaffirmé leur intérêt pour la construction de lignes ferroviaires entre les deux pays. Ce projet d'infrastructure est motivé par des raisons militaires. Dans le même temps, le ministère des transports norvégiens juge que l'ouverture de liaisons ferroviaires directes entre Oslo et Copenhague ne sera pas réalisable en 2025, en raison d'obstacles techniques et juridiques.

## Ouverture d'une usine de missiles Kongsberg aux Etats-Unis.

Le 17 septembre, le groupe Kongsberg a annoncé l'ouverture d'un site en Virginie (Etats-Unis) pour produire des NSM (*Naval Strike Missile*) et des JSM (*Joint Strike Missile*). Cette ouverture suit celle, en septembre 2024, de l'ouverture d'une usine à Adélaïde, dans le sud de l'Australie.

## **Projet éolien de Statkraft en mer Baltique.**

Le producteur norvégien d'électricité Statkraft a déposé un permis de construire pour un parc éolien offshore en mer Baltique. Si le site voit le jour, il produira 8 TWh par an, soit 40% de la consommation de la ville de Stockholm, située à une centaine de kilomètres.

## **CCS : une entreprise norvégienne bénéficiaire de fonds européens.**

Basée à Stavanger, l'entreprise pétrolière norvégienne Altera percevra 220 M€ pour le développement d'un nouveau projet de captage et de stockage du carbone (CCS), soit le plus important financement accordé par le Fonds d'innovation de l'UE pour une entreprise norvégienne cette année. Le groupe a travaillé sur un procédé visant à transporter et injecter du CO<sub>2</sub> sous le plateau continental norvégien. Ce projet verra le jour en 2029.

## **Ouverture d'une usine Freyr en Finlande grâce à des financements européens.**

Le fabricant norvégien de batteries Freyr recevra une aide du Fonds de l'UE pour l'innovation, d'un montant de 122 M€. Ces financements contribueront à la construction d'une usine de fabrication de cathodes, en Finlande.

## **Avenir de la balance énergétique norvégienne.**

Selon une étude de la direction des ressources hydrauliques et de l'énergie (NVE), le déficit de production d'électricité en Norvège devrait être inférieur aux prévisions, atteignant -2,9 GW en 2035, comparé à -17 GW chez ses voisins nordiques. Cependant, en cas de conditions climatiques extrêmes, comme un froid intense et peu de vent, la situation pourrait se détériorer, avec des difficultés d'importation depuis les pays européens, générant une forte augmentation des prix. Parmi les solutions envisagées, il est proposé d'inciter les industries à adapter leur niveau d'activité en fonction des capacités d'électricité disponibles.

# Suède

## Baisse inattendue du PIB au T3 2024.

Le PIB de la Suède a diminué de 0,1 % au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent - tandis que les prévisions anticipaient une croissance de 0,3% - et a baissé de 0,1% en glissement annuel, selon les chiffres provisoires de l'institut des statistiques suédoises SCB. Cette situation inattendue est surtout le résultat de l'évolution négative de l'activité en septembre (-0,4% par rapport à août). La pression sur la Banque centrale suédoise (*Riksbank*) augmente pour qu'elle accélère la baisse de son taux directeur afin de favoriser la reprise économique. Les marchés anticipent actuellement deux nouvelles baisses du taux directeur d'ici la fin de l'année, le ramenant de 3,25% à 2,5%, puis à 2% avant l'été 2025.

## L'Institut suédois de la conjoncture (KI) table sur une productivité annuelle moyenne de 1,6%.

Cet institut, sous tutelle du ministère suédois des Finances, table sur une productivité annuelle moyenne de l'économie suédoise de 1,6% sur un horizon de moyen terme. Cela reste inférieur à la productivité moyenne de 1,9% enregistrée entre 1980 et 2023. Dans le contexte actuel et pour respecter l'objectif d'inflation, KI estime par ailleurs que l'économie pourrait absorber un taux de croissance des salaires nominaux de 3,5% sur les années à venir. Les négociations salariales commenceront début 2025 et les partenaires sociaux de branche devront trouver un accord pour les 3,4 millions d'employés avant l'expiration des conventions collectives au 31 mars 2025. L'accord pour les employés des communes et régions (500 000 personnes) expire, pour sa part, au 31 mai 2025.

## Les dépenses de R&D ont augmenté de 3% en 2023.

Selon *Statistics Sweden*, elles ont augmenté de 8 Mds SEK par rapport à 2022, pour s'établir à 224 Mds SEK (20 Mds€) en 2023 à prix constants. La hausse repose à titre principal sur les entreprises (+4 %) et dans une moindre mesure sur la dépense publique, dont l'Etat (+1%) et les établissements d'enseignement supérieur (+1 %). Les dépenses en R&D représentent 3,6 % du PIB, une augmentation de 0,19 point de pourcentage par rapport à 2022.

## Le système de retraite suédois est classé 10<sup>e</sup> système le plus robuste au monde, juste derrière ses voisins nordiques.

L'Islande, le Danemark, la Finlande et la Norvège occupent respectivement la 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> place du classement Mercer et CFA Institute sur la base du calcul d'un indice global pondérant des indicateurs de performance, de viabilité et d'intégrité des systèmes de retraites des pays concernés. Alors que le taux de fécondité par femme est inférieur à 1,7 enfant par femme, le système de retraite par répartition est en difficulté. Le rapport identifie les forces du système suédois comme étant le soutien à l'épargne retraite privée ou la possibilité de combiner travail et retraite jusqu'à un âge avancé (indice global de 74.0). Les Pays-Bas obtiennent la valeur d'indice global la plus élevée (85), suivis de près par l'Islande (84.8) et le Danemark (81.3).

## La Suède perd 14 places en quatre ans dans l'indice mondial d'égalité Oxfam.

L'indice CRII (*Commitment to reducing inequality index*) classe la Suède 24<sup>e</sup> en termes d'égalité économique, soit la dernière place parmi les pays nordiques. Ce déclin est essentiellement le fruit de la politique fiscale, notamment de la réduction des taux marginaux d'imposition et de l'abolition des droits de succession et de l'impôt sur la fortune, mesures adoptées pour stimuler -avec succès- l'entrepreneuriat en Suède et élever le sentier de croissance potentielle de l'économie suédoise.

## La rentabilité des banques reste très élevée au T3 2024.

La rentabilité sur fonds propres affichée par les quatre principales banques en Suède oscille entre 16 et 18% au T3 2024, ce qui reste élevé dans le contexte européen (Swedbank 18,3%, SEB 17,9%, Nordea 16,9% et Handelsbanken 15,9%). Ces niveaux sont en ligne avec la rentabilité enregistrée pour l'année 2023 (Swedbank 18,4%, SEB 17%, Nordea 16,7% et Handelsbanken 15,6%). Une grande partie de ces résultats est liée aux importantes marges sur les revenus nets d'intérêts.

**Ericsson et l'agence suédoise de promotion des exportations EKN sont impliqués dans un projet de télécommunications d'envergure en Afrique de l'Est.** Ce projet devra permettre une meilleure connexion et couverture mobile en Tanzanie et à Madagascar. L'entreprise panafricaine Axian Telecom construira le réseau avec des équipements Ericsson. Une solution de financement a été trouvée dans laquelle J.P. Morgan a prêté 159 M USD et EKN a couvert 95 % du risque de défaillance sur le prêt.

**Saab annonce un contrat de 270 M SEK (25 M€) avec le Ministère de la Défense britannique.** L'entreprise fournira des équipements d'entraînement et de simulation à destination des exercices de l'Armée britannique à Oman. La livraison est prévue entre 2024 et 2025.

**L'UE approuve l'octroi d'une aide d'Etat suédoise de 128 M€ à SSAB, groupe sidérurgique, pour réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> dans la production d'acier.** Ce soutien aidera

SSAB à passer d'une production d'acier à base de charbon à une production d'acier presque sans émissions carbonées à Luleå. La Commission estime que l'aide est conforme aux règles de l'UE et qu'elle contribue aux objectifs du pacte vert pour l'Europe.

**La banque norvégienne DNB devrait acquérir la banque d'investissement suédoise Carnegie pour 12 Mds SEK.**

La transaction devrait être finalisée au cours du premier semestre 2025. Dans le cadre de l'opération, DNB Markets changera de nom pour devenir DNB Carnegie. Les opérations bancaires et d'investissement de la nouvelle entité en Suède, au Danemark et en Finlande seront gérées par Carnegie, l'actuel PDG restant à la tête de l'entreprise. Les banques considèrent l'opération comme une "fusion opérationnelle", bien qu'il s'agisse techniquement d'une acquisition.

**Après Marseille, le suédois VOI déploie ses trotinettes et vélos électriques dans la ville du Havre.** Le nouvel opérateur déploiera 1000 trotinettes et 350 vélos électriques, et ouvrira un atelier de maintenance et de reconditionnement à partir de janvier 2025 et pour une durée de 4 ans.

# Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,8	-0,3
Danemark	6,8	2,7	1,9	-1	0,6
Finlande	2,8	1,3	-1	0,3	0,3
Norvège <sup>1</sup>	3,9	3,0	0,5	0,3	1,4
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,2	0,1
Islande	5,1	8,9	4,1	-1	1,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)<sup>2</sup>:*

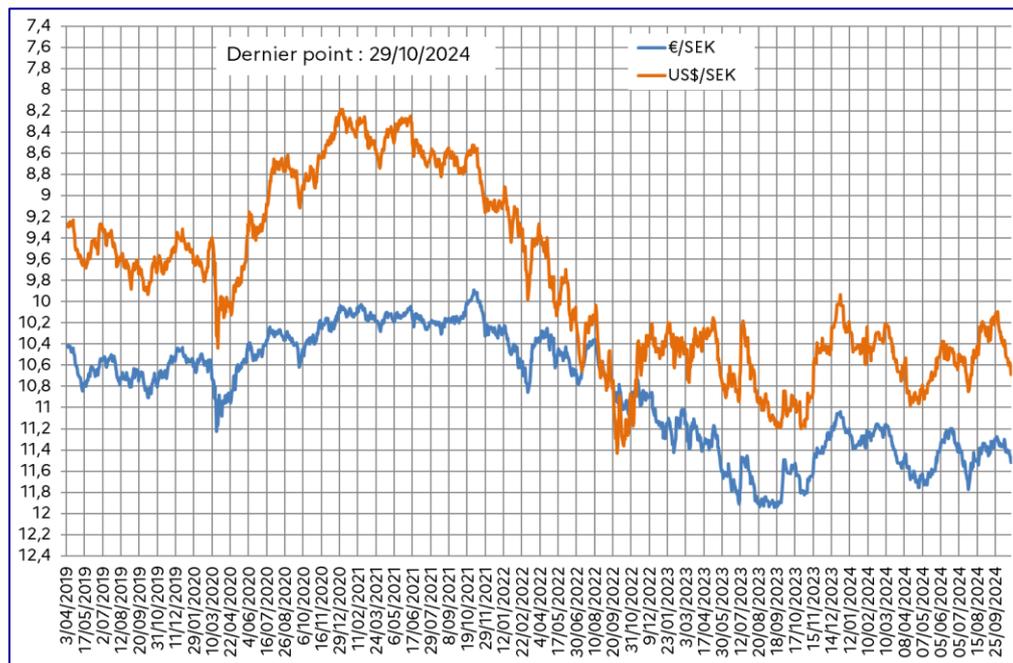
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3
Finlande	2,2	7,1	6,2	2,8	1,5	1
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9

<sup>2</sup> L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

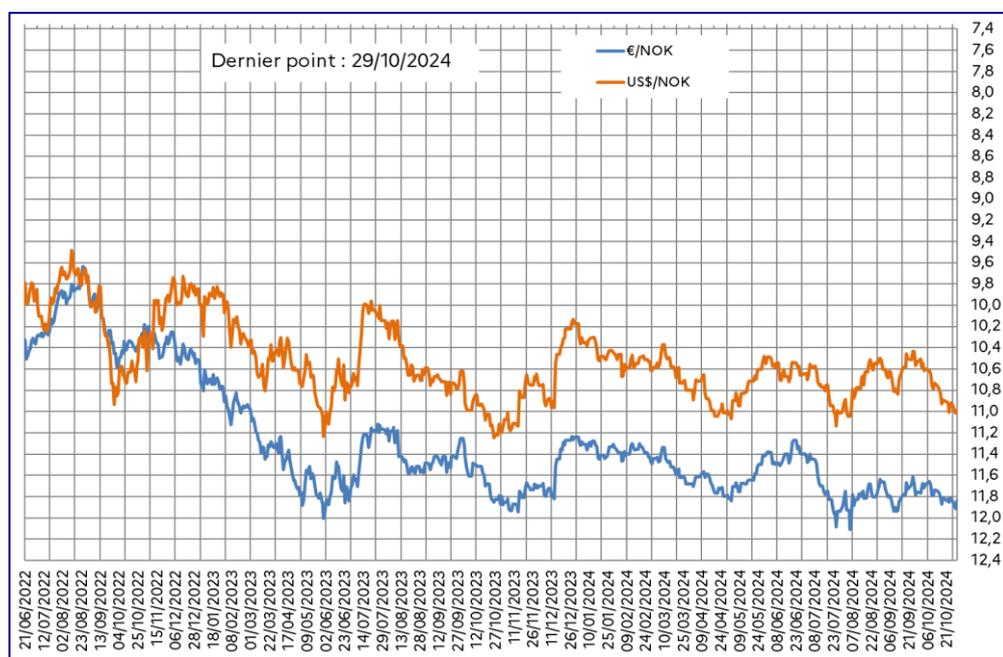
Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

# Evolution des taux de change

## Couronne suédoise



## Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

[olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, A. Montoya).

Abonnez-vous : [pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr](mailto:pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr)